

**Économie
politique**

p.5

LUTTES ET SOLIDARITÉ

• **Assurance chômage**
Non à la réforme **p.4**

• **Culture**
Peinture du confinement **p.11**



L'ère du capitalocène



Dans cette période d'accélération de l'histoire, où les crises climatiques et sanitaires révèlent la folie du capitalisme qui précipite des milliards d'êtres humains dans l'angoisse, la misère et le désespoir, peut s'ouvrir la brèche des possibles. La crise systémique du capitalisme avec les tensions qui en résultent peut accélérer la réflexion collective sur l'après capitalisme. Certes, nous savons bien que les puissances d'argent ne céderont pas, de bon gré, les commandes de la mondialisation, cependant des seuils, des points de déséquilibre irrémédiables sont atteints. Tout peut basculer ou pas. La balle est dans le camp des peuples et des forces progressistes et révolutionnaires.

Plusieurs hypothèses.

Certains pourraient se contenter d'un capitalisme vert qui passerait des énergies carbonées aux énergies renouvelables tout en conservant en son cœur la nécessité d'une accumulation illimitée du capital avec une marchandisation de la nature. On le voit déjà avec les marchés des droits à polluer, tout cela combiné avec la digitalisation généralisée par la puissance tentaculaire des GAFAM.

D'autres explorent des voies de « faire-commun » qui, par une pratique de l'élaboration collective, dégagent des espaces partiellement libérés des logiques capitalistes. Les pratiques d'entraide, de solidarité s'organisent autour de brigades de solidarité populaire, soutien aux migrants, aux étudiants, défense des terres cultivables, occupations des lieux culturels partout en France, occupations d'entreprises pour défendre l'emploi, les services publics, sans oublier les soulèvements populaires comme les gilets jaunes en France ou les insurgés au Chili. Ces aspirations à tout simplement bien vivre, à l'opposé de la bonne vie de quelques-uns au détriment de tous les autres, de celle des hommes sur le dos des femmes, présupposent donc l'élimination de toute forme d'exploitation, d'oppression et de domination sociale. En ce printemps, la sève d'un monde nouveau fait son chemin.

L'avenir peut-être réinventé, un cadeau à faire à nos enfants qui étudieront dans les livres d'histoire l'ère du Capitalocène comme nous avons étudié les ères du Miocène ou du Pliocène.

L'Armée en renfort pour vacciner la population

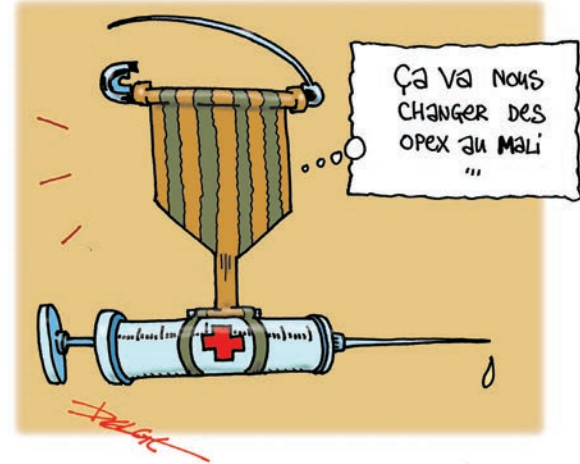
Annonces

Solidarité étudiante. Distribution de denrées de premières nécessité

Vendredi 9 avril de 12h à 14h - Devant l'UPVD

UPTC. Rencontre-débat avec Serge Regourd

Vendredi 9 avril à 17h - 44, avenue de Prades - Perpignan



Un espoir mis en chantier

Il y a 150 ans, la Commune

4 avril : Echec de l'offensive des communards à Châtillon, environ 1 500 hommes sont faits prisonniers.
 - Tentative de Commune à Limoges, aussitôt étouffée.
 - Fin de la Commune de Marseille.
 - Le drapeau rouge flotte sur l'arbre de la Liberté à Corneilla-la-Rivière.

6 avril : A Paris, les troupes versaillaises ayant fusillé des prisonniers, la Commune vote le décret des otages.
 - Manifeste de la Commune de Paris aux départements.
 - La gendarmerie demande au maire de Corneilla-la-Rivière d'ôter le drapeau rouge. Quand les gendarmes se rendent à l'arbre de la Liberté, deux cents personnes leur crient : « Vous n'avez pas l'ordre du gouvernement de Paris. Le drapeau rouge flotte sur la capitale, il doit flotter ici aussi. Touchez-y si vous osez. »

7 avril : le préfet accompagné par la troupe fait retirer le drapeau rouge à Corneilla-la-Rivière. Dans son rapport au ministre de l'Intérieur, il écrit « Dans les Pyrénées-Orientales, on peut dire que Perpignan est un volcan entouré au loin d'une multitude de cratères ».

8 avril : la Commune décrète le versement d'une pension à tous les blessés. Elle est étendue aux veuves et aux orphelins des Gardes nationaux.



Au mois de mai, un numéro spécial du Travailleur Catalan traitera de cette expérience politique pionnière, sociale, internationaliste, démocratique, laïque, féministe, antiraciste, qui reste une référence du mouvement progressiste.

Plus d'articles sur www.letc.fr

suivez-nous sur

Le Travailleur Catalan
 44 av. de Prades - 66000 Perpignan
 Tél. 04 68 67 00 88 -
 mail : letravailleurcatalan@letc.fr
 Site : www.letc.fr
 Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
 N° ISSN 1279-2039

Gérante / Directrice de publication : Eulalie Arabia
Administrateur : Remi Cathala
Conception : Priscilla Beauclair
Une : © Enrique Campaner Calero

Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster : Priscilla Beauclair
 / Dominique Gerbault
Publicité : Richard Siméon

Le TC Journal Le Travailleur Catalan
Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€ 1 an : 78€ Site+papier 1 an : 100€ Site 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
 Tél. 04.68.67.00.88 - Cheque à l'ordre du Travailleur Catalan.

La volte-face de Macron

Le président de la République a annoncé la semaine dernière un durcissement des mesures sanitaires pour l'ensemble du pays. Les règles en vigueur dans les 19 départements en vigilance renforcée sont étendues à la métropole, les écoles sont fermées pour quatre semaines, vacances incluses, les déplacements entre les régions interdits sauf motifs impérieux, commerces non essentiels fermés et couvre-feu à 19h.

Un plan d'urgence pour les écoles

Éducation. Il y a un an, le PCF proposait un plan d'urgence pour faire face à la pandémie sans sacrifier l'éducation. Depuis, rien n'a été fait !

Le gouvernement a décidé la fermeture des établissements scolaires sur l'ensemble du territoire, pendant quatre semaines en avril. Le réseau école du PCF demande que ce temps soit mis à profit pour vacciner tous les personnels qui le souhaitent, et pour mettre en œuvre un plan d'équipement des établissements en masques, gel et aérateurs.

Les épreuves du baccalauréat et les programmes doivent être aménagés pour tenir compte de la pandémie. Les communistes demandent la mise en place de moyens supplémentaires à l'université pour accueillir correctement les bacheliers de 2021 qui doivent se voir garantir une place à l'université dans la formation de leur choix. La procédure Parcoursup doit être suspendue.

La rentrée de septembre doit être préparée dès aujourd'hui

Il faut en finir avec l'improvisation permanente et permettre aux familles et aux personnels d'envisager la rentrée avec sérénité. Une réduction durable des effectifs est nécessaire pour limiter la transmission du virus et remédier aux difficultés engendrées par les interruptions scolaires. Le PCF exige donc un mo-



ratoire immédiat sur les fermetures de classes : aucun moyen en moins, nulle part, pour la rentrée 2021 ; et un plan de recrutement pluri annuel, d'enseignants et de personnels, de la maternelle à l'université. Pour reconstituer un vivier de candidats, un pré-recrutement sous statut de la fonction publique peut être mis en place en priorité dans les disciplines et les académies déficitaires.

L'État doit cesser de se défaire et prendre ses responsabilités

On ne peut pas demander aux familles de choisir entre la santé et la réussite scolaire, aux personnels de

se mettre en danger ou de sacrifier leurs élèves. Le PCF demande que la crise scolaire fasse l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale au plus vite, et que ce débat débouche sur des mesures nationales, garantissant l'égalité des élèves face à l'éducation sur tout le territoire : « Le nécessaire changement de politique doit être élaboré dans un grand débat national. C'est pourquoi nous soutenons la démarche des États généraux de l'éducation. Partout, dans nos quartiers, dans nos villages, reconstruisons l'école dont nous avons besoin, pour nos enfants et pour l'avenir. »

Jacques Pumaréda

Coup de gueule

Ministre de l'Air

On dit que la faculté de regarder sincèrement la réalité et celle de tirer les leçons de l'expérience pour résoudre un problème sont des éléments au regard desquels on peut évaluer l'intelligence d'un individu. Et la crise sanitaire est un test, certes malheureux, mais excellent pour juger ceux qui nous gouvernent.

Prenons, par exemple, euh... Jean-Michel Blanquer, le « sinistre » de l'Éducation nationale.

À la veille du premier confinement, il avait affirmé que jamais, au grand jamais, on ne fermerait les écoles... qui ont fermé deux jours plus tard. Depuis début mars, malgré les appels des scientifiques, il n'a cessé de marteler qu'on ne fermerait pas les écoles, qu'on ne toucherait pas aux vacances... On connaît la suite !

Alors que l'expérience du premier confinement avait conduit les syndicats enseignants à demander des recrutements supplémentaires, une amélioration des locaux, un aménagement des programmes et des examens, absolument rien n'a été entrepris.

Au contraire, il n'a cessé de répéter que l'école n'était absolument pas un lieu de transmission du virus. Il a prétendu que, dans les établissements, les protocoles étaient suffisants, qu'il y avait assez de tests, qu'il n'était pas urgent de vacciner les enseignants. Il est resté farouchement buté dans son total déni de la réalité.

Les bugs informatiques de la première journée de l'école à la maison illustrent encore une fois l'improvisation de la rue de Grenelle. « C'est la faute des Russes », clame le ministre.

Michel Audiard faisait dire à un de ses personnages cinématographiques qu'on reconnaissait ces individus à ce qu'ils osaient tout. Et une réflexion populaire affirme même que si, par miracle, ils volaient, certains seraient chefs d'escadrille. Mais notre sinistre ministre serait probablement ministre de l'Air.

R.G.

J'assume... Et je vous emmerde !

Notre personnel politique aux manettes a pris l'habitude, les doigts encore tout collants du pot de confiture dans lequel on vient de le surprendre, de se ruer devant les caméras pour « assumer » leurs décisions, parfois leurs actes, rarement leurs erreurs...

Le verbe transitif « Assumer » est emprunté au latin *assumere* « prendre pour soi » et, en latin chrétien, « se charger de », dont le dérivé a donné *assomption*.

On voit bien qu'assumer c'est prendre sur soi et surtout prendre la responsabilité de ses actes, en subir ses conséquences.

Mais il y a un hic. La morgue, l'arrogance du pouvoir

quand il vient se justifier devant le vulgum pecus, l'absence de conséquences liées à ses fautes, donnent la révoltante sensation que l'on nous dit plutôt : « J'assume et je vous emmerde ! »

Le mea culpa médiatique se contente du tribunal médiatique, s'exonère du tribunal politique, et s'arrange avec les juges du tribunal judiciaire.

Ainsi, celui qui hier exigeait la plus grande sévérité contre le petit voleur à la tire s'indigne qu'on lui réclame des comptes et crie au complot.

Alors, la litanie des morts ? J'assume ! Les lits d'hôpitaux supprimés ? J'assume ! La pénurie de vaccins ? J'assume ! Je n'ai pas échoué, cela n'a juste pas marché

comme je voulais. Je n'ai pas fait d'erreur, c'est vous qui n'avez pas bien compris ! L'homo politicus est omniscient, insubmersible et inaltérable. Il est « téflonisé », tout glisse sur lui. La démission ne le concerne pas.

On aimerait tant que nos hommes de pouvoir crient plus souvent « j'accuse ! » que « j'assume ».

Mais c'est un jeu dangereux que de se moquer des responsabilités qui incombent à ceux qui ont un mandat républicain, car les électeurs eux aussi pourraient se dire, au moment de choisir le bulletin à déposer dans l'urne « je fais un choix funeste, mais j'assume et je vous emmerde ! »

Robert Barrero.

L'Assurance chômage devant les tribunaux

Recours en justice. La réforme de l'Assurance chômage doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet mais les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille.

Le texte publié au Journal officiel vise à réaliser de 1 à 1,3 milliards d'économies par an en durcissant les règles d'indemnisation. Le texte confirme l'entrée en vigueur au 1er juillet de la modification du calcul de la base d'allocation.

Le ministère du Travail avait évoqué une baisse d'allocation pour « plus de 800.000 personnes ». Mais selon une évaluation provisoire de l'Unédic, ce serait 1,15 millions de personnes qui, à par-

tir du 1^{er} juillet toucheraient une allocation mensuelle plus faible qu'avec les règles actuelles. Le décret confirme l'entrée en vigueur de la modification du calcul du salaire journalier de référence (base de l'allocation), avec un mécanisme de plancher. C'est la disposition la plus contestée par les syndicats qui avaient obtenu l'annulation de la précédente version devant le Conseil d'État fin novembre. La CGT et FO ont déjà annoncé leur intention d'attaquer à nouveau

le décret « dans les prochains jours », a indiqué Denis Gravouil (CGT), « il y a des discussions avec les autres syndicats ».

Défense du paritarisme

La baisse drastique des allocations n'est pas le seul souci pour les syndicats. La gouvernance du régime d'assurance chômage dont la dette a explosé avec la crise, est également un sujet majeur.

Les syndicats s'inquiètent d'une proposition du rapporteur de la commission des Affaires sociales, Thomas Mesnier (Larem), d'intégrer les comptes de l'assurance chômage dans la loi de financement de la Sécurité sociale. « Si le Parlement décide des dépenses et des recettes, alors ils fixeront les paramètres et il n'y aura plus de paritarisme », résume Jean-François Foucard (CFE-CGC). « Ce serait un pas supplémentaire vers une étatisation de la protection sociale et l'éviction de la négociation collective », renchérit Michel Beaugas (FO).

Dominique Gerbault

Le Gouvernement déclare aussi la guerre aux chômeurs



Scierie Florian, que dit la Région ?

Forêt. Le collectif « Touche pas à ma forêt » continue ses actions et attend la position de la Région.

Les 20 et 21 mars 2021, le collectif « Touche pas à ma forêt » a organisé plusieurs marches dans les Pyrénées. À Tilhouse (65), ils étaient 450 citoyens, à Saint-Gaudens (31) 90 manifestants et dans les Pyrénées-Atlantiques (64), 50 marcheurs.

Des élus locaux et un conseiller régional étaient présents. Des portes-paroles du collectif sont intervenus : « Cette forêt pyrénéenne est pour nous un naturel commun que nous devons protéger. Elle n'est pas vouée à être surexploitée. C'est un trésor de biodiversité à préserver. Nous refusons le monopole accordé à cette scierie démesurée. Nous appelons solennellement le préfet des Hautes-Pyrénées et la présidente de la Région Occitanie à tenir leurs engagements de concertation... »

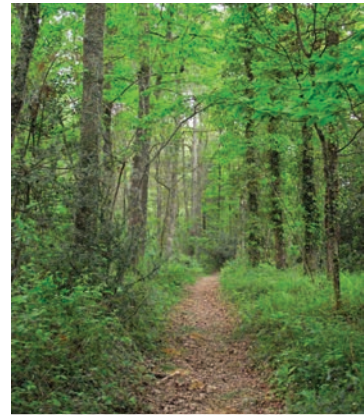
D'autres actions sont programmées.

Le dimanche 11 avril à 14h30, trois spécialistes des forêts (Francis Hallé, Gaspard D'Allens et Gaëtan Du Bus de Warnaffe) interviendront sur le thème « Comment garder des forêts vivantes et accueillantes pour la biodiversité, en répondant aux besoins matériels de nos sociétés ? », en visioconférence sur le site « Les arbres aux citoyens ».

Le collectif organise d'autres initiatives en mai.

Les communistes élus de la Haute-Garonne envisagent d'organiser une conférence de presse sur ce projet de scierie industrielle en invitant aussi tous les élus et candidats communistes aux élections départementales et régionales d'Occitanie.

Un petit rappel... les Pyrénées-Orientales seront aussi impactées sur leurs très anciennes hêtraies !



Forêt de Clarens.

Joëlle Allemand

<https://www.touchepasamaforet.com/>

Procès historique Ikea

Justice. Le ministère public a requis deux millions d'euros d'amende contre Ikea et de la prison ferme contre deux dirigeants et un détective.

Baisser de rideau au procès Ikea. Après une semaine d'audience pour espionnage d'officiers de police et de cadres de la société à l'encontre de salariés et de clients, le parquet de Versailles a reconnu coupables douze des quatorze mis en cause. Selon les enquêteurs, un système de surveillance bien rodé a été mis en place au sein de magasins du géant suédois en France. Des centaines de personnes auraient été victimes d'enquêtes clandestines sur leur vie personnelle, ou de filatures. Un directeur d'Ikea a envoyé des mails à des détectives privés, qu'il payait de 30 000 à 600 000 euros par an, en échange de renseignements sur des syndicalistes, des candidats à l'embauche ou des clients mécontents. Ikea France avait mis en place un système illégal de

surveillance de ses employés en payant une société d'investigations privée (Eirpace) qui, selon l'accusation, piochait dans des fichiers policiers des données confidentielles comme les antécédents judiciaires ou le patrimoine des intéressés. Après le réquisitoire de la procureure de la République qui a appelé le tribunal à prononcer un « jugement exemplaire » et à « réprimer », les enjeux sont de taille. Pour la CGT partie civile, « les peines requises ne sont pas du tout sévères. Une amende de 2 millions pour Ikea c'est l'équivalent de 200 euros pour une infraction routière. Les peines de prison risquent de ne jamais être appliquées. » Jugement en délibéré au 15 juin.

Jacques Pumaréda

Cédric Herrou enfin relaxé !

Cédric Herrou, agriculteur de la vallée de la Roya, poursuivi depuis 2016 pour avoir organisé un camp d'accueil de migrants, a enfin été définitivement relaxé. Après cinq ans d'acharnement judiciaire, Cédric Herrou était devenu le symbole de l'aide aux migrants. Un premier procès, en août 2017, l'avait condamné à quatre mois de prison. Le Conseil constitutionnel, saisi par Cédric Herrou, conclut en juillet 2018 au « principe de fraternité » et renvoie l'affaire devant la cour d'appel de Lyon. Le 13 mai 2020, celle-ci lève « toutes les poursuites » engagées à son encontre. Le parquet général avait alors formé un pourvoi en cassation, que la Cour de cassation a refusé ce mercredi 31 mars. « Il est désormais acquis qu'aucune poursuite pénale ne peut être engagée contre une personne qui aura aidé un migrant en situation irrégulière lorsqu'il agit de façon désintéressée », s'est réjoui son avocat, Patrice Spinosi.

Finalement cet acharnement judiciaire aura produit l'effet inverse escompté : le « délit de solidarité » ne pourra plus être évoqué, jurisprudence faisant loi.

A.-M. D.

Et l'humanité dans tout ça ?

Économie politique. Les décisions gouvernementales seraient-elles l'application fidèle des théories enseignées à l'université ?

Les décisions relatives au confinement et au couvre-feu prises au cours de l'année 2020 par le gouvernement peuvent a priori surprendre. Nombre de personnes demandaient de mieux prendre en compte l'humain, tant au niveau de la santé, de l'éducation que dans l'économie en général. Pourtant monsieur Macron et son gouvernement paraissent uniquement préoccupés de servir les plus riches et leurs copains – qui bien souvent sont les mêmes. L'humain ne semblait pas être au cœur de leurs principales préoccupations.

Avec la crise sanitaire, l'argumentation semble avoir changé. Si on nous confine ou nous impose un couvre-feu, c'est pour notre santé, pour notre bien à toutes et tous. Le « quoi qu'il en coûte » serait l'expression même de ce recentrage sur l'essentiel. L'humain, redevenu l'élément principal, occuperait enfin la première place en termes de priorité dans les actions menées par le gouvernement. Ce dernier aurait-il abandonné le modèle du « premier de cordée » ? Macron aurait-il compris que nos vies valent mieux que les profits de quelques-uns ? En voilà un joli changement : celui qui semblait n'avoir d'yeux que pour la finance et mépriser l'humain n'en aurait aujourd'hui que pour les hommes et les femmes. Merci Covid-19 ! Mais le paradigme de Macron a-t-il changé ou, au contraire, le confinement et le couvre-feu seraient-ils pleinement compatibles avec sa vision du monde ? La clef de compréhension réside, pour une part, dans le pouvoir de l'éducation.

Enseigner l'économie

Ce qui est formidable avec l'éducation, ce sont ses effets dans le long terme. Une chose est enseignée et les élèves la mettent en œuvre bien des années plus tard, sans nécessairement se rappeler l'origine de leur connaissance. John Maynard Keynes pointait ainsi du

doigt le pouvoir des « écrivains » universitaires sur les hommes d'action. Ce pouvoir ne concerne pas une quelconque influence dans le présent. Il vient de l'effet des enseignements d'hier sur ce en quoi croient les hommes d'action d'aujourd'hui.

Les choix actuels et cette capacité de s'enfermer dans ceux-ci nous semblent éclairer cette efficacité de l'enseignement.

Reprenons le fil de l'histoire. Au départ est l'enseignement de l'économie à l'université, en particulier ce qui est appelée la microéconomie. Bien évidemment, les choix méthodologiques et idéologiques associés à cette théorie sont rarement soulignés (quand les enseignants osent admettre qu'il s'agit d'une théorie parmi d'autres). Elle est plutôt présentée comme la science économique, celle qui conduit au Nobel. Ceux qui n'y souscrivent pas seront à l'occasion taxés de faire du « négationnisme économique » – confère l'ouvrage de Pierre Cahuc et André Zylberberg.

Une certaine vision du monde

Quelle est la vision du monde portée par cette théorie ? C'est simple. Il y a deux grands agents économiques, les ménages et les entreprises. Ils se rencontrent en deux lieux distincts, le marché du travail et le marché des biens et services. Point à la ligne. Voilà ce qui nous suffit à comprendre le monde dans lequel nous vivons. Tout le reste ne serait, a priori, qu'accessoire (même si souvent dans l'accessoire on trouve des choses très intéressantes comme les hypothèses relatives aux comportements des ménages et des entreprises).

Résumé le monde décrit. Deux seules choses comptent : consommer et travailler. Rencontrer des amis, aller au spectacle, faire du sport, avoir des relations sociales, tomber amoureux, militer pour une cause... tout cela ne compte pas



Emmanuel Macron en est resté à la première année d'université.

dans ce monde si particulier. D'ailleurs, le militantisme ne pourrait-il pas se réduire à nos choix de consommation ? Ô consommateur responsable, que ne devrait-on écrire sur ton nom !

Voilà ce qui est enseigné depuis de nombreuses années dans nombre de cours d'économie de première année à l'université, dans les écoles de commerce, dans les soi-disant grandes écoles. Dès lors, il ne faut pas être surpris que quelques années après (c'est-à-dire aujourd'hui) nos « hommes d'action » trouvent normal de réduire le monde au travail et à la consommation. Ainsi, ils n'hésiteront pas à prendre des décisions qui font que nous pourrions aller travailler, nous rendre dans les supermarchés mais qu'il ne sera pas question d'aller écouter un concert, de rentrer dans un musée, d'assister à un cours, de faire le réveillon, de boire un coup au café et de faire des soirées avec des amis. Mais les emplois perdus me direz-vous ? Réponse (vous la connaissez) : d'autres seront créés. Car dans les comptes de la nation, pour le calcul du PIB, que vous ayez acheté sur une plateforme pour 10 euros de films ou que vous soyez au cinéma pour le même montant, c'est équi-

valent. La dépense de consommation est toujours de 10 euros.

Ainsi, il est possible de féliciter le gouvernement actuel pour la mise en place des recommandations économiques apprises en première année. La politique économique de Macron est donc tout juste du niveau de la première année. N'y a-t-il personne pour lui dire qu'il existe aussi des cours de deuxième année et même plus et surtout d'autres théories économiques ?

En fin de compte, il est, alors, possible de paraphraser Marx. Si l'économie s'occupe uniquement des échanges sur les soi-disant marchés du travail et marché des biens et services, les sentiments humains sont bien en dehors de celle-ci. Dès lors, « l'absence d'humanité se situe en elle ». Le projet ne devrait donc pas se cantonner à réintroduire l'humain dans l'économie, il devrait aussi mener à introduire l'humain dans l'enseignement de la théorie économique. Ainsi les décideurs de demain prendront véritablement en compte l'humain. L'éducation et surtout les contenus enseignés sont donc bien essentiels.

Andefroi

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricitejeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Plus d'articles à découvrir sur www.letc.fr

suivez-nous sur



Habilité à la parution de vos **annonces légales**.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr

Répression sanglante

Birmanie. À travers tout le pays, la junte militaire massacre les populations. Les organisations internationales dénoncent, mais n'agissent pas.

Depuis le coup d'État du 1^{er} février, la Birmanie a connu, samedi 27 mars, la journée de répression la plus sanglante avec au moins 90 morts dont plusieurs enfants. Les manifestants sont descendus dans les rues, samedi, alors que se déroulait la traditionnelle Journée des forces armées.

Des condamnations internationales freinées par des intérêts impérialistes

On compte plus de 500 morts depuis le coup d'État. De nombreuses funérailles ont eu lieu à travers tout le pays. La junte militaire a fait feu sur les manifestants en effectuant des raids aériens et en utilisant des balles réelles dans plus de 40 cantons de 9 régions. La jeunesse ouvrière et la jeunesse estudiantine se battent au côté des ouvriers contre la dictature et la répression militaire. Malgré cette répression brutale, la grève se poursuit affectant plusieurs des activités du pays

(banques, ports, commerces, usines de textile).

De nombreux responsables des armées de plusieurs pays (Australie, Canada, Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Corée du Sud, Royaume-Uni, Danemark, Grèce et États-Unis) ont dénoncé « l'usage de la force létale par les militaires contre des gens non armés ». La France ne s'est exprimée qu'à travers son ambassadeur pour demander que cesse la violence. Le secrétaire général de l'ONU a condamné « cette tuerie » avec force. Malgré ces condamnations, la Chine, le Japon et l'Inde, qui ont d'importants intérêts économiques au Myanmar (Birmanie), continuent d'entretenir des relations avec les militaires.

Les États-Unis et l'Australie privilégient le dialogue avec la junte militaire pour la sécurité dans le bassin Indo-Pacifique. La Russie, elle, fournit du matériel militaire aux Birmans.



L'entreprise française pétrolière et gazière Total poursuit ses activités en alimentant les caisses de l'armée. Pour le groupe Total, les affaires restent les affaires. De nombreux manifestants comptent sur les interventions de la communauté internationale et sur le retour de Aung San Suu Kyi. C'est oublier qu'elle a mené une politique néolibérale de privatisation, sans mettre fin au pouvoir des militaires. Son discours xénophobe a participé au massacre des Rohingyas. La Birmanie bascule-t-elle vers une guerre civile ou la paix reviendra-t-elle un jour au pays des mille pagodes ?

Joëlle Allemand

Pleins feux sur la terre indienne

Inde. Le mouvement social des paysans indiens a surpris par son ampleur. Le point sur une situation durable.

Deux avril 2021. Une milice du gouvernement de Narendra Modi, leader du parti d'extrême droite BJP, a essayé d'assassiner un leader du soulèvement paysan, Rakesh Tikait. En réponse, les paysans ont bloqué la capitale, New Delhi. Le mouvement n'a pas baissé la garde depuis cinq mois. Il s'est même étendu et met sur la défensive un pouvoir acculé qui, en utilisant la répression, ne fait que renforcer la solidarité de la population.

La doctrine du pouvoir d'extrême droite a pour but de faire passer l'enrichissement de la « caste financière » au-dessus des intérêts d'une population déjà très fragilisée. Des signaux avaient déjà été lancés en 2019 quand 10 000 paysans indiens s'étaient donné la mort. « L'adoption de trois lois (sous le nom de Farm Bills), votées par le Parlement à la mi-septembre, a mis le feu aux poudres dans un secteur déjà largement laminé. Sa part dans la population active est passée de 70 % en 1951 à 48 % en 2011 », rapporte le Monde diplomatique... Ces lois remettant en cause le principe du « prix plancher » qui fixait un prix minimal notamment sur les céréales marquent le début d'un démantèlement de la « révolution verte » mise en place depuis 1960.

Pronostic vital

Ce mouvement met aussi en évidence l'urgence d'une réforme agro-écologique pour répondre à la crise globale du monde paysan. En Inde, il s'intègre à une population rurale de plus de 800 millions soit plus de 60% de la population indienne (évaluée à 1,3 milliard).

Les femmes, hindoues, chrétiennes, musulmanes, sikhes et autres, venues de plusieurs des 25 États fédéraux, participent à l'aventure collective en apportant des provisions aux hommes sur le front. C'est une véritable révolution et, pour les femmes, une révolution dans la révolution, dans un contexte où les racines corporatistes féodales persistent fondent comme neige au soleil. Les médias français ne s'intéressent que marginalement à ce grand moment fort de l'histoire indienne. Business militaire oblige ?

Yvon Huet

L'armée française impliquée dans un massacre

Mali. Une enquête des Nations unies, publiée la semaine dernière, met en cause l'armée française dans un raid survenu le 3 janvier. Dix-neuf civils avaient été tués lors d'un mariage.

C'est la division des droits de l'homme de la mission de l'ONU au Mali (Minusma), appuyée par la police scientifique des Nations unies, qui l'affirme de manière catégorique: le bombardement du 3 janvier dernier opéré par l'armée française près de Bounti (centre) a bien tué 19 civils réunis pour un mariage, et non visé un simple rassemblement de « djihadistes », comme le soutenait mordicus Paris. La Minusma « est en mesure de confirmer la tenue d'une célébration de mariage qui a rassemblé sur le lieu de la frappe une centaine de civils, parmi lesquels se trouvaient cinq personnes armées, membres présumés de la katiba Serma », assure le rapport.

Une frappe aveugle et meurtrière

Au terme d'entretiens individuels, de plus d'une centaine d'échanges téléphoniques et des constatations d'usage effectuées sur place, l'équipe d'enquêteurs réduit à néant la propagande de Paris: « Le groupe touché par la frappe était très majoritairement composé de civils, qui sont des personnes protégées contre les

attaques au regard du droit international humanitaire. Cette frappe soulève des préoccupations importantes quant au respect des principes de la conduite des hostilités, notamment le principe de précaution, dont l'obligation de faire tout ce qui est pratiquement possible pour vérifier que les cibles sont bien des objectifs militaires », écrit la Minusma.

Les conclusions de cette investigation réclamée par la Fédération internationale pour les droits humains, l'Association malienne des droits de l'homme ou Human Rights Watch (HRW) étaient attendues alors que se sont multipliés les témoignages de civils. La séquence désastreuse de la France au Sahel prend donc une nouvelle ampleur, quelques jours à peine après une autre « bavure » survenue le 25 mars dernier, cette fois dans la localité de Talataye, située entre Gao et Ménaka dans la région frontalière du Niger. Six jeunes chasseurs, dont quatre avaient moins de 16 ans et deux entre 18 et 20 ans, y ont été tués par une « frappe » de l'armée française, qui jure encore avoir visé des « djihadistes ».

Roger Rio

Trois tonnes et demie pour les étudiants !

Solidarité. La collecte de produits alimentaires et hygiéniques organisée par le PCF 66 a rencontré un vif succès. L'initiative se prolonge avec la pétition pour un revenu étudiant.

La semaine dernière, dans le cadre d'une initiative nationale de solidarité avec les étudiants, les communistes des Pyrénées-Orientales, en partenariat avec l'union des Étudiant.e.s communistes (UEC) ont coordonné une collecte de produits de première nécessité (conserves, fruits et légumes, produits hygiéniques).

Vendredi 2 avril, les responsables départementaux ont organisé une conférence de presse pour présenter le résultat de cette solidarité. Freddy Martin, le responsable départemental du PCF, a d'abord souligné la réussite de l'initiative. « Nous avons été surpris par l'accueil reçu par nos militants dans les huit sections du département. Cette collecte a rencontré un vif succès. En quelques jours, nous avons récolté plus de 3,5 tonnes de denrées alimentaires et de produits d'hygiène. » Pour le responsable local de l'UEC, Youssef Larhib, c'est la preuve

que la population se sent solidaire des étudiants en difficulté. « Dès mercredi prochain [le 7 avril], nous allons organiser la distribution de tous ces produits. » Les deux responsables ont tenu à remercier tous ceux qui ont contribué à cette collecte.

Une des plus grosses distributions à l'Université

Le succès de l'initiative est, de l'avis des militants, à rechercher du côté de la colère de beaucoup devant la situation intolérable faite aux étudiants. « Les 18-25 ans n'ont pas droit au RSA, ils n'existent pas dans les dispositifs de solidarité nationale. N'est-il pas scandaleux que, dans un pays riche comme le nôtre, le sort de ceux qui étudient ne dépende que des aides des associations ou des collectes de solidarité ? » C'est pour cela que l'UEC a lancé, au niveau national, une grande pétition pour garantir

un revenu étudiant mensuel de 1219 euros, car, comme le souligne Youssef, « étudier, c'est un travail qui mérite un revenu ». De plus, à Perpignan, les étu-

dants communistes font actuellement signer une pétition pour la gratuité des transports pour les lycéens et étudiants.

René Granmont



La solidarité avec les jeunes n'est pas un vain mot dans les Pyrénées-Orientales.

Le « nouveau pont » passera-t-il l'hiver ?

Céret. La dernière enquête publique relative au projet de nouveau pont est terminée. La décision de le réaliser s'éloigne, même s'il n'est toujours pas coulé.

Le projet de pont qui avait été étudié il y a plus de dix ans avec la construction d'une nouvelle route permettant de rejoindre la départementale 618 sans entrer dans Maureillas et de déboucher sur la zone industrielle et commerciale en sortie de Céret n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive. La présidente du Conseil départemental, Hermeline Malherbe, promet, dans le journal *l'Indépendant*, qu'une nouvelle consultation publique se fera en automne, après les élections, dans le cadre de la poursuite de l'étude du dossier, afin de savoir si « les habitants du secteur ont toujours envie de ce pont ».

Pour rappel, ce projet se concevait comme un élément fort de secours dans le cadre d'un désenclavement de l'entrée de la ville de Céret en permettant, entre autres,

lors des festivités touristiques et culturelles, une sortie de ville par un nouvel axe routier empêchant l'effet « cul de sac ». Il avait provoqué depuis quelque mois de vifs débats entre les « pour » de l'association « Paroles de Cérétans » et les « contre » de l'association « Bien vivre en Vallespir ».

Au centre de la problématique, le « coupable » est désigné. C'est le Tech. Il est la rivière permettant l'accès collectif à l'eau dans une vallée de caractère, avec son superbe lac de Saint-Jean-Pla-de-Corts en retenue de loisirs pour les familles avant d'aller rejoindre la plaine. Mais aussi le fleuve sauvage non domanialement majoritairement inaccessible et dangereux, ayant eu raison de la ligne de chemin de fer et créant des conditions difficiles de circulation en montagne pour rejoindre la plaine.

Ce projet permettait, en sus du désenclavement et de la fluidité de circulation recherchée, la possibilité de faciliter l'entretien des massifs forestiers, tout en créant les conditions de l'amélioration du transit dans le cadre d'un développement harmonieux de l'activité économique, sociale et culturelle des cités du Vallespir. Ce report risque d'être compris par les uns comme une fuite en avant et par les autres comme une victoire incertaine.

Les choses restent en l'état après tant d'années d'hésitation, l'avenir dira, à l'occasion du passage du tour de France à Céret, si ce projet peut rebondir ou non comme une étape nécessaire du développement de la vallée du Vallespir.

Yvon Huet

© JMP, etc.

Les retraités se re-manifestent...

Le groupe des neuf, CGT, FO, FSU, FGR, Solidaires, Ensemble et solidaires... dans une nouvelle journée d'action !

Parce qu'ils ont à subir un blocage de leurs pensions qui sont déjà pour la plupart des plus modestes, les retraités du département comme ceux de toute la France ont manifesté ce mercredi 31 mars. En 12 ans, alors que les prix ont augmenté de 13 %, les retraites, elles, n'ont progressé que de 8.60%. Ce qui signifie pour tous une perte de pouvoir d'achat. Dans le même temps ils subissent une pandémie qui ne les épargne pas, bien au contraire et l'incurie d'un gouvernement qui semble dans l'incapacité de prendre les mesures qui s'imposent. A l'image du sort réservé aux services publics, et en particulier aux hôpitaux où les lits comme les emplois restent en nombre insuffisant.

Les retraités sont solidaires de la situation de la jeunesse plongée dans la plus grande précarité et rappellent leur rôle d'aide et d'assistance aux enfants et petits-enfants dans le besoin. Leur action pose la question du vivre-ensemble. Ils revendiquent une revalorisation de leur pension (100 euros immédiatement), ainsi que la prise en charge de la perte d'autonomie à 100% dans le cadre du régime maladie de la Sécurité sociale. Ils se sont rassemblés la semaine passée, Place Arago, avant de porter leurs pétitions aux députés. Ils étaient deux cents et plus déterminés que jamais à poursuivre une action unitaire qui seule leur permettra d'être entendus.



Plus de 200 manifestants, toujours mobilisés.

J.-M.P.

L'espace culturel Ecoiffier occupé !

Luttes unitaires. *Quand le chacun pour soi n'a plus sa place et que le chacun pour tous devient une évidence.*

« Occupation Alénya » est un collectif créé à l'initiative de différents mouvements et organisations réunissant des précaires et des artistes. Depuis le 27 mars l'espace Ecoiffier d'Alénya est occupé avec des revendications simples et ambitieuses : retrait de la réforme de l'assurance chômage, réouverture des lieux culturels, prolongation de l'année blanche pour les intermittents et son élargissement aux précaires et intérimaires, garantie des droits sociaux...

À la lecture des revendications, il s'agit bien ici de convergence des luttes. Il n'est plus question de travailler chacun dans son coin en fonction des régimes sociaux ou de se désolidariser en fonction de son degré de précarité, mais bien de lutter ensemble pour que la justice sociale reprenne sa place, pour que les différences faites entre les précaires et les artistes n'existent plus, pour que tout le monde puisse manger à sa faim et payer son loyer sans crainte.

Une lutte qui amène aussi des propositions

Au-delà de ces revendications, le collectif travaille tous les jours. Il organise des permanences pour les chô-



Le collectif « Occupation Alénya » au cœur de la convergence des luttes.

meurs et les informe de leurs droits, anime des conférences pour les intermittents du spectacle et étudie les dossiers. Mais « Occupation Alénya » prépare également l'avenir. Des rencontres sont organisées pour que musiciens, théâtres ou responsables de lieux préparent la reprise. Conscients des problématiques du territoire, ils œuvrent pour trouver des propositions viables et surtout plus égalitaires.

À l'heure où tout est fait pour séparer les gens, le col-

lectif « Occupation Alénya » a cette faculté, cette force de redonner espoir sur le monde de demain. Le combat est dur, il leur faut beaucoup de courage et d'énergie, mais il est là. À écouter ce qui s'y passe, c'est une graine qui est en train de germer et qui fédère déjà un grand nombre d'acteurs de notre société.

Soyons solidaires et écoutons-les.

Anne Guichet

Les communistes d'Alénya ont apporté leur soutien aux artistes, intermittents et précaires qui occupent l'espace Ecoiffier. Samedi dernier, en présence de Freddy Martin, secrétaire départemental du PCF, les communistes d'Alénya soutiennent les justes revendications et ont décidé une aide pratique et logistique qui se met en place.

J.P.

Colère au lycée Charles Renouvier à Prades

Education. *Encore un service public mis à mal dans le Conflent.*

Pour la rentrée prochaine le rectorat diminuera la dotation horaire globale (DHG) de l'établissement pradéen de 10%. Comme l'explique le délégué syndical du SNES, Philippe Garcia : « Cela se traduit par plusieurs suppressions de postes et une explo-

sion des effectifs d'élèves dans toutes les classes ». Si la baisse de la DHG est confirmée, cela signifierait cinq postes en moins, dont un actuellement provisoire et une suppression qui aboutirait à des heures supplémentaires pour un professeur du LEP.

En nombre d'élèves, cela

donnerait 36 élèves par classe pour les premières générales. Pour justifier sa décision, le rectorat table sur une diminution (hypothétique selon les enseignants et les parents) des effectifs de 6% à la rentrée 2021. Cela représente environ 50 élèves.

Une fois de plus, les enseignants de l'Éducation nationale devraient se débrouiller pour assurer le service public avec moins de moyens. Impossible d'assurer un enseignement de qualité dans ces conditions. Enseignants et parents ne baissent pas les bras. Ils sont bien décidés à maintenir ces actions après le confinement si le rectorat ne leur donnait pas satisfaction.

Eve Gerbault

Pas de bébés à la consigne

Mardi 30 mars était une nouvelle journée nationale de mobilisation des personnels de la petite enfance. Ces personnels étaient en grève, une manifestation s'est déroulée à Perpignan à l'appel de la CGT et de F.O, elle se terminait devant la préfecture. Sur les pancartes, des slogans très explicites : « Notre métier est d'accompagner enfants et familles, pas de les mettre en boîte. » Ou : « La couche est pleine, bébés entassés, pros fatigués. »

La raison de ce mouvement ? Le gouvernement veut

imposer par ordonnances sa réforme des établissements d'accueil du jeune enfant. Une réforme qui, selon les personnels du secteur, entraînerait une baisse de la qualité de l'accueil des enfants et des conditions de travail des personnels. Il est question d'augmenter le ratio par enfant, il serait de 6 à 8 pour un adulte, les apprentis seraient pris en compte dans le taux d'encadrement, cela dans des locaux plus petits. Forcément, il y aurait moins d'espace pour les activités.

Cette baisse des taux d'encadrement ferait le bonheur des gestionnaires du secteur privé lucratif.

Par ailleurs, les personnels rencontrent des problèmes de statut et de rémunération. Sont concernés les personnels des crèches, les assistantes maternelles, les personnels des cantines et des garderies.

On sait que, dans le processus de développement, beaucoup se joue dans la toute petite enfance, une étape particulièrement sensible que tout gouvernement devrait avoir à cœur de sécuriser.

N.G.



Si la baisse de dotation horaire globale se confirme cela signifierait cinq postes en moins.

Chronique d'une lutte annoncée

Médipôle. Les salarié.e.s de la polyclinique à Cabestany sont en grève illimitée pour dénoncer leurs conditions de travail.

A Médipôle, propriété du groupe Elsan, les salarié.e.s ont commencé à débrayer mardi 30 mars à l'appel de la CGT et de la CFDT pour contraindre la direction à la négociation concernant le maintien de leur prime d'intéressement. Le mouvement touche tous les secteurs, les urgences ont dû être fermées dès le mercredi 31 mars, peu de blocs, sauf urgences vitales, pas d'entrées en chirurgie, ni au service Covid.

« Le maintien du plafonnement de la prime est inacceptable, dans la mesure où l'activité de la clinique est appelée à se développer avec les travaux d'agrandissement en cours. Les salarié.e.s plus nombreux devront se partager la même enveloppe de 850 000€ par an ! », précise Anne-Laure Affani, déléguée syndicale CGT.

La CFDT jette l'éponge...

Bien que la CFDT, syndicat majoritaire ait signé l'accord dès le jeudi 1^{er} avril, la lutte continue, et les grévistes étaient encore bien présents vendredi 2 avril au matin, lors de l'assemblée générale,



« Nous méritons notre part du gâteau et non des miettes ! »

à voter la reconduction du mouvement, avec, outre le déplaçonnement de la prime, des revendications concernant l'augmentation du point d'indice à 8,03 € et le paiement des jours de grève.

« Depuis un an, on a supporté l'augmentation des cadences et des volumes, souligne Dany Pradelle, déléguée CGT, les salarié.e.s souffrent, et en réponse, la direction envoie un huissier pour faire les réquisitions ! »

Pensant probablement décourager les

grévistes, la Direction a fermé les portes de la négociation vendredi soir, veille du week-end prolongé, mais la mobilisation des salarié.e.s ne faiblit pas.

Mardi 6 avril au matin, la rencontre avec le directeur n'a pas fait bouger les lignes. Le DRH contacté a donné une perspective de médiation avec la direction du travail. Le mouvement, plus important que ne l'annonce la Direction se poursuit. Les revendications des salarié.e.s, portent désormais sur la revalorisation des salaires plutôt que sur les primes.

Des liaisons dangereuses pour notre système de santé

Elsan, l'incarnation du capitalisme financier, est né du rapprochement entre Veduci et Vitalia en novembre 2015. En juin 2017, le groupe acquiert *MédiPôle Partenaires* et renforce ainsi sa position de deuxième opérateur de l'hospitalisation privée.

Avec 3,5 milliards de CA, 120 établissements, 6500 médecins, 2 millions de patients chaque année, Elsan révèle les liaisons dangereuses entre les fonds d'investissement et la santé. Les cliniques privées sont financées sur toute la partie soins par l'argent du contribuable. Ainsi, les moyens de la Sécurité sociale bénéficient aux actionnaires et aux fonds d'investissement. Dans cette logique, les salarié.e.s ne constituent qu'une variable d'ajustement, et le patient, un client. Une politique de profits qui indignent des salarié.e.s à bout de souffle : « Nous méritons notre part du gâteau et non des miettes ! »

Evelyne Bordet

Touche pas à ma Poste !

Service public. Samedi 3 avril, sur le marché, les communistes de Canet s'étaient mobilisé.e.s pour défendre le service public et apporter leur soutien aux postiers.

Des salariés de La Poste venus aussi de Toulouse, Perpignan, Bompas, une fois encore, dénoncent la baisse de la qualité du service rendu aux usagers avec la restriction des horaires d'ouverture des bureaux de poste. En particulier à Canet village, où la poste est fermée le samedi matin depuis 2014, et des semaines entières, ce qui génère des files d'attente importantes et suscite la colère des Canetois. Une réduction d'horaires de 6 heures et demi par semaine va encore impacter le public. Quant à Canet Sud,

une agence postale est déjà tenue par un agent de la mairie pour suppléer aux carences de l'État.


Le maire, Stéphane Loda, est venu soutenir le mouvement et signer la pétition, il a adressé un courrier à la direction régionale de La Poste, mettant en évidence les conditions dégradées d'accueil du public.

Un collectif citoyen au secours des services publics

Les syndicats CGT 66 et Sud Poste 66 proposaient la signature d'une pétition adressée à la direction de La Poste. Ils dénoncent la dégradation du service et de leurs conditions de travail, les suppressions d'emplois inévitablement programmées. Nadine Pons, conseillère municipale communiste, était à pied d'œuvre : « C'est une bonne chose, que tout le monde se mobilise ! Les conditions d'accueil à la poste sont déjà dégradées depuis plusieurs années, les habitants protestent continuellement ! On a créé un collectif des usagers, pour la défense de tous les services publics à Canet, que ce soit la poste, l'école, la crèche, etc. Ce samedi matin, on a distribué 200 tracts du collectif, et la pétition des postiers a reçu un très bon accueil de la part de la population. »



Les militants communistes de Canet se mobilisent pour défendre le service public.



L'ESPACE SOLIDAIRE

Projet local socio-culturel et éducatif de l'Aile Universelle

Vente de livres d'occasion et neufs

Ateliers linguistiques et artistiques

Travaux d'écrivain public

Commande de livres sur internet

Achat en Call and Collect  livresolidaires

22 Route Nationale - ELNE -
06 32 51 14 22

Plus d'articles à découvrir sur le site www.letc.fr

suivez-nous sur    

En Catalò



Cultures

- Ja hi tornem a ser! Mig confinats, sense saber exactament fins on podem anar, lo que podem fer o no fer; malgrat la llau de informacions que ens submergien, queden coses que no entenem.

- El que és segur és que per ara la cultura queda un espai àmpliament prohibit, lo que és una llàstima, i més, un error molt greu. Privar la gent de cultura és prendre riscos molt importants amb la salut mental: la prova és que el govern acaba d'oferir quatre consultes amb un psicòleg a tothom, i gratis és clar.

- Això, com si tractar una dificultat psicològica fos com per una febrada o un mal de queixals, quatre pastilles i endavant!

- Segur que anar al teatre o al cine, escoltar un concert, visitar un museu, també contribueix a mantenir la salut de la població; i passa lo mateix amb l'esport...

- Sí, mes una cosa que m'enerva un poc és que es redueixi la cultura a aquestes activitats del món oficialment cultural, tot lo que constitueix la famosa "cultura sàvia": són tantes les activitats modestes, populars, trobades entre amics amb intercanvis d'acudits no sempre dignes de les acadèmies, cançonetes compartides entre nens i nenes, i tantes altres coses; i també me desagrada el fet que es posi a part l'esport!

- Tanmateix tothom està d'acord per subratllar la importància de l'esport al costat de la cultura...

- Justament, l'esport és important no al costat sinó dins de la cultura. Lo que avui en diem esport, és una cosa molt diferent de la Grècia antiga, que serveix de referent, i també de lo que era encara fa algunes desenes d'anys. Mes aquests diferents esports tenen en comú de ser part integrant de la cultura...

- Com doncs la literatura "gran" o popular, l'òpera, les cançons de bressol....

- ...i la manera de menjar, d'estimar, de viure i fins i tot de morir, finalment de tractar tots els aspectes de la vida humana, diferents d'una cultura a l'altra.

-Sort aleshores que per ara algunes d'aquestes pràctiques queden possibles!

C&C

Manque de gnaque à Aurillac

Rugby à XV. Les Catalans se contentent d'un match nul heureux (27-27) dans le Cantal.

L'USAP a-t-elle la chance de pouvoir choisir ses matchs ? Dans sa situation actuelle (14 points d'avance sur Biarritz avant le match USAP-Biarritz du jeudi 8 avril) à 5 journées des phases finales, il serait presque raisonnable de répondre par l'affirmative. Après la magnifique victoire des sang et or à Grenoble, mais surtout avant la réception du Biarritz Olympique, concurrent direct à une éventuelle place de demi-finaliste, il est aisé de comprendre que la motivation pour une victoire chez les Catalans était plus que faible. Déjà la majorité des cadres avaient été mis au repos, car la fin de saison risque d'être plus que pénible. Ce déplacement à Aurillac était l'occasion de relancer des joueurs privés de terrain depuis plusieurs semaines. Et puis l'entraîneur Patrick Arlettaz, bien



Jeronimo De La Fuente, la classe de l'Argentine.

sagement assis en tribune à côté du manager général Christian Lanta, ne ressemblait pas au coach vociférant que le supporter est habitué à voir en action au bord du terrain. Résigné, il reconnaît que « les joueurs ont été bougés sur les impacts, pas très conquérants. On n'a pas joué en continuité. Aurillac méritait la victoire ». En clair ce n'était pas une USAP motivée qui s'est présentée au stade Jean-Alric.

Un match bon enfant auquel ont pu assister les téléspectateurs

Des adversaires discutant entre eux, s'aidant à se relever mutuellement. Aucune animosité entre joueurs, mais surtout, et il faut, lorsque l'occasion se présente savoir le signaler, féliciter l'arbitre qui a laissé le jeu se dérouler. M. Mallet n'a sifflé que les fautes les plus évidentes alors qu'il aurait pu pénaliser à tour de rôle chacune des deux équipes pour différents placages hauts ou autres fautes au niveau des rucks. En clair il a su favoriser le jeu et surtout créer un excellent climat, plaisantant parfois avec des joueurs des deux formations, pour le plus grand bien d'un sport qui devient parfois plus que limite au niveau de l'agressivité.

Aurillac aurait sûrement mérité la victoire, étant donné l'engagement dont ils ont fait preuve. Il est vrai que les Catalans, mal classés dans ce championnat,

avaient, pour leur part, des raisons de se défoncer et leur victoire n'aurait pas été usurpée, mais le sort en a décidé autrement. En effet à deux minutes de la fin, un contre des Catalans a permis aux sang et or, alors menés 27-20, de marquer leur quatrième essai, brillamment transformé par Tom Ecochard, qui n'avait d'ailleurs pas buté depuis plus d'un an. Malchance ou piètre gestion et mauvais placement des joueurs locaux ? L'USAP s'en tirait plus que bien en ramenant les deux points d'un match nul immérité. C'est le rugby !

Un mal pour un bien,

C'est ce que penseront certains supporters catalans, tant il est vrai que le cinq de devant de l'USAP est souvent torturé lorsque Piula Faasalele ou autre Alban Roussel ne sont pas sur la feuille de match. Lorsqu'un Damien Chouly n'est pas sur le terrain. Lorsque « Tino » Lemalu est absent. Ce match a encore une fois démontré que l'USAP a besoin de renforcer son effectif au niveau des piliers, droits en particulier, si une montée en Top 14 devait se présenter dès cette année.

Avec les deux points du match nul et la défaite de Vannes à Valence, les Catalans reprennent la tête de Pro D2. Un bilan positif en fait !

Fins aviat !

Jo Solatges

L'actu vue par

- annonces légales -

SCI LES PINS DE LA PERRIERE

SCI au capital de 1.524,49 €

Siège social :

13 AVENUE DE L EUROPE, 78400 Chatou
950 561 209 RCS de Versailles

L'AGE du 15/01/2021 a décidé de transférer le siège social de la société 18 Rue de SALVATERRE, 66600 Opoul-Périllos, à compter du 15/01/2021

Objet social : Acquisition d'un terrain, commune de NYONS (Drôme).

Durée : expire le 03/10/2039

Gérant : Mme GALABERT Arlette 18, rue de Salvatère 66600 OPOUL-PERILLOS

Radiation au RCS de Versailles et réimmatriculation au RCS de Perpignan



Habilité à la parution de vos annonces légales.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr



Peinture de confinement

Exposition. *Le confinement du printemps dernier a inspiré à Roger Cosme Estève une peinture colorée et apaisante découverte chez Castang galerie.*

La pandémie n'en finit pas d'affecter l'art, les artistes, celles et ceux qui le diffusent. Cinq jours ! C'est la durée de l'exposition de Roger Cosme Estève à la galerie animée par Roger Castang, ce



bel et vaste espace sis rue Rabelais à Perpignan. À peine accrochée, voilà qu'arrive le troisième confinement, il faut fermer, alors que le lieu est immense, les plafonds hauts et qu'il reçoit les gens en petit nombre. Abernant ! Et combien regrettable que tant de personnes se trouvent privées des œuvres nouvelle manière de cet artiste d'ici, tellement apprécié. Nouvelle manière, oui, exit les fonds sombres troués de mordoré, ces œuvres, toutes réalisées durant le premier confinement, vibrent de douces couleurs. Du rose fluo, de l'orange, du mauve, du vert, du blanc, comme si l'artiste avait voulu faire un pied de nez au virus. Toutes les nuances de vert qui vous plongent dans une nature bienfaisante, le vert des prairies printanières, des feuillages touffus, le brun de la terre nourricière, le mauve de quelque fleur mystérieuse dont on devine le pistil, à moins que ce ne soit une cellule comme vue sous un microscope. Parfois, en transparence, apparaissent une pintade, un rongeur... « *Les choses simples de la nature* », lit-on sur la fiche de présentation. À l'évidence, cet ensemble que l'artiste a juste nommé Sans titre (pour lui « *le regard*



leur fait l'œuvre ») témoigne d'un fort attachement à la nature, à la terre, à la matière, attachement qui prend ici la forme d'une jubilation que l'artiste entend partager. Toujours dans le texte de présentation sont évoquées « *des formes ovoïdes abstraites animées d'un feu intérieur vivifiant.* » Belle façon de dire le bonheur à évoluer parmi ces toiles, à ressentir leur intensité, en regrettant que cette exposition ait été si éphémère.

N.G.

Dessiner encore

Album. *L'attentat du 7 janvier 2015 tourne en boucle dans la tête de Coco, dessinatrice survivante de Charlie Hebdo, mais le dessin résiste.*



Emportée par cette déferlante à laquelle elle a donné les traits de la Grande Vague de Hokusai, si imprévisible et impressionnante, la vague soudain l'enserme, l'étrangle, l'engloutit, pour la laisser enfin, seule, glacée, échouée, perdue, étrangère à elle-même et aux autres. Un bleu profond, prussien, pour dire l'ineffable, tel est le choix de Coco pour exprimer l'inexprimable, et... dessiner encore. Tout est métaphorique dans cet album, une thérapie, en forme d'oiseau qui la porte et l'emporte, dit la douleur, l'acharnement, la terreur et le vertige du périple.

Un échiquier rouge sang, pour révéler les doutes et les remords, qui au fil des pages se resserre sur elle, jusqu'à lui péter au visage. Coco formule avec le dessin comment elle a pu affronter l'enfer et, grâce à l'analyse, pactiser avec.

Pour mieux appréhender ce qui a été frappé et laissé pour mort ce matin-là, la dessinatrice évoque Cabu, Charb, Wolinski, Honoré, Tignous, Bernard Maris, quelques-uns des « piliers » de Charlie, et surtout la déconne studieuse, les engueulades, la liberté qui faisaient fi des attaques et des menaces avant que cesse brutalement pour elle le temps de l'insouciance. Sa détresse, elle l'entrelace avec ces moments de vie, comme pour désespérément se raccrocher au réel. Jusqu'au bout de son parcours chaotique, elle les veut vivants. « *Qu'auraient-ils dessiné ? Foutu conditionnel passé. Je te hais toi aussi...* »

Par la puissance de son dessin, elle nous emporte dans son cataclysme interne, et nous permet de toucher du bout des doigts et d'entrevoir l'insondable gouffre dont elle finira par émerger.

Une mise à nue, paradoxalement extrêmement pudique.

Evelyne Bordet

Coco *Dessiner encore* Les Arènes BD

André Stil aurait cent ans

Littérature. *La question du bonheur est toujours d'actualité.*

Journaliste, critique littéraire et écrivain, André Stil, auteur de « *la question du bonheur est posée* » aurait eu cent ans le 1^{er} avril.

Né en 1921 dans le Nord dans une famille ouvrière, licencié ès lettres, diplômé d'études supérieures de philosophie, instituteur puis professeur, André Stil est décédé



André Stil.

à Camelas en 2004. Résistant (Front national, FTP et FFI), il adhère au Parti communiste français en 1944. En 1949, il devient rédacteur en chef du quotidien *Ce Soir* auprès d'Aragon, puis de *l'Humanité* en 1950, année où il devient membre du Comité central du PCF, tout comme Aragon, jusqu'en 1962. André Stil tente de mener de pair ses activités d'écrivain et de journaliste. Ses éditoriaux et ses prises de position contre les guerres (Corée, Indochine) lui valent la prison à plusieurs reprises. L'écrivain obtient le Prix Staline de littérature (1952), puis le Prix Populiste (1967) pour l'ensemble de son œuvre. En 1977, il est élu membre de l'Académie Goncourt. André Stil a toujours voulu transcender par le langage, et un langage de poète, le monde sur lequel il porte témoignage, celui des usines et de la classe ouvrière, un monde qu'il a eu à cœur de représenter dans ses œuvres. Fidèle à ses engagements de justice et de paix et à son idéal d'« *un monde merveilleusement moral* », il a légué une partie de ses œuvres littéraires au PCF66.

Ray Cathala

Rayonnante... (pourquoi tu tousses ?)

Perpignan n'est donc plus la Catalane ! Elle est devenue « La rayonnante » !

Les cargols sont cuits et Aliot a encore frappé pour nous montrer qu'il existe, qu'il est maire et que les bêtises ne font que commencer. Il y avait eu déjà quelques anticipations : le fait de s'augmenter substantiellement, l'ouverture des musées pour désobéir à une loi qu'en tant que premier magistrat il est censé faire appliquer, l'occupation d'un local (La Cigale) qui ne lui appartient pas, les souvenirs douloureux d'une

guerre (d'Algérie) qu'il n'a pas faite. Et maintenant un nouveau blason pour une ville qu'il s'approprie comme un jeune (?) prétentieux qui veut prouver qu'il a du bien et qu'avec lui les choses vont changer.

Il veut que l'on rayonne : sans doute lui, prince consort, regrette-t-il le temps du Roi-soleil. Un éclair l'a inspiré !

Ce Perpignan, la rayonnante, est-il emblématique d'une pauvreté intellectuelle qui se jette dans les bras de communicants mal réveillés ?

Suggestions

Dans la même veine d'une inventivité folle, je me permets de lui proposer un slogan qui, au-delà de la rime, aurait le mérite de faire parler de notre cité sans mentir : « Perpignan-gnan-gnan ! » L'onomatopée laisse la porte ouverte à toutes les interprétations, tout en mettant l'accent sur la vie de la ville, un peu momolle, mais si paisible, qui fait son quotidien. Elle la distinguerait de toutes les métropoles qui se veulent conquérantes, ambitieuses, ouvertes aux élucubrations renversantes des start-upers. Nous, c'est tranquillou, vigatanes et vieilles ruelles, le XIII et le XV pour toujours, les industries enfuies, le ronron

d'un fin fond du pays. Perpignan-gnan-gnan, ça colle au réel, aux jérémiades qui prolifèrent dans ces temps difficiles. Avec Perpignan-gnan-gnan on se la joue modeste.

La magie des mots

Je crains que ce ne soit pas l'objectif de la campagne médiatico-blasonesque-et-emblématique que lance la municipalité qui se sert de la ville pour s'approprier un rayonnement qu'elle n'a pas, qui pense que les mots peuvent avoir un pouvoir magique et qu'il suffit de dire pour être. Il est fort dommageable que le discours politique survalorise ainsi le verbe au détriment d'un réel que l'on laisse en état, faute d'une volonté de le transformer dans l'intérêt de ceux qui en ont le plus besoin. Vous avez du mal à vivre, à joindre les deux bouts de votre budget, à vous loger, à supporter la précarité qui vous envahit... mais vous rayonnez... grâce à la ville... et grâce aux dirigeants que vous vous êtes donnés.

Sainteté et catalanité sous surveillance

Le rayonnement est renforcé par l'évocation graphique d'un saint patron qui depuis des siècles vous protège, le Saint-Jean-Baptiste de la fort belle cathédrale

éponyme : il vous place au cœur d'une tradition judéo-chrétienne, même si le bâton a remplacé la croix. Ce Saint-Jean fait, comme l'ancien, un peu la nique à la laïcité (rien d'étonnant de la part d'Aliot) et ne peut que favoriser l'adhésion des bien-pensants.

Quant aux barrettes sang et or du fond du blason, elles sont là pour faire avaler aux Catalans et aux amoureux de la catalanité que Perpignan n'est plus la Catalane, mais reste marquée par le sang et or de son histoire. Elles sont de plus placées sous la surveillance bleu blanc rouge d'un encadrement tout ce qu'il y a de plus nationaliste et qui, lui, est une nouveauté frontiste.

Il fallait aussi mettre l'accent sur la nouveauté de l'image, sa dimension solaire : l'éminent créateur de cette œuvre impérisable a jugé utile de remplacer l'aurole du saint, par un rayonnement lumineux qui rappelle, sans lourdeur bien sûr, (pourquoi tu retousses ?) que grâce à Aliot Perpignan brille de tous ses feux.

En ces temps difficiles pour la population de la ville n'y avait-il pas d'autres priorités que de faire joujou avec les images ? Puéril !

Jean-Marie Philibert



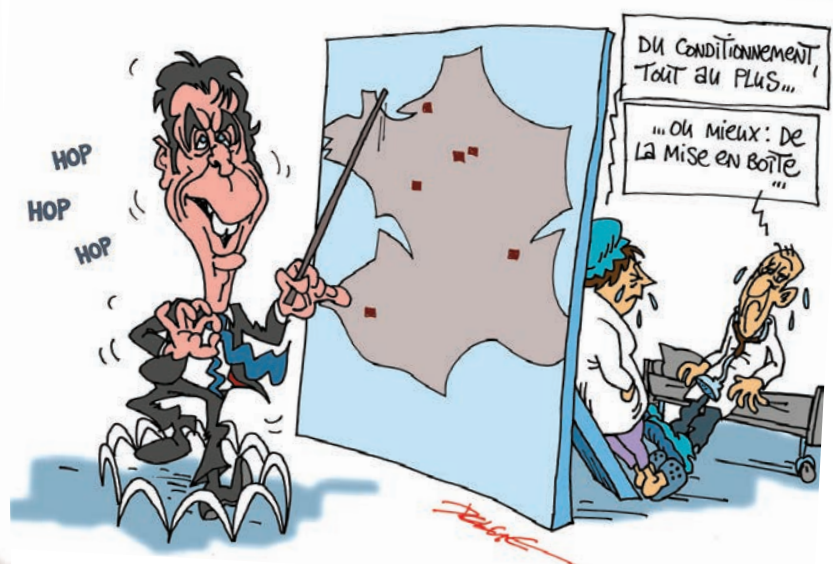
L'actu vue par

DELGE

Des vaccinodromes dans les stades



Production de vaccins annoncée en France : tout le monde n'est pas emballé



Habilité à la parution de vos **annonces légales**.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr

Plus d'articles à découvrir sur www.letc.fr

suivez-nous sur

